

ÉDITORIAL N°42

BAS LES MASQUES !¹

Eric Denécé

Les attentats sanglants qui viennent de frapper notre capitale – plus de 130 morts et de 400 blessés – sont le pire acte de violence survenu sur notre territoire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils sont aussi, par leur ampleur, la troisième attaque en importance ayant touché le monde occidental après celles du 11 septembre 2001 et de Madrid.

Alors que les actes de ces dernières années semblaient être le fait d'amateurs plus ou moins habiles, les attaques du vendredi 13 novembre, par leur nombre, les cibles visées, leurs modes opératoires et leur coordination, traduisent une opération mieux planifiée.

Le gouvernement a immédiatement condamné ces actes barbares, promis que « la France serait impitoyable » et a confirmé aux citoyens que le pays était « en guerre »... sans toutefois préciser contre qui, ce qui traduit son embarras ou sa cécité.

La guerre... mais contre qui ?

Daesh est à l'origine de ces attentats, cela ne fait aucun doute. Mais qu'est-ce que Daesh ? Une organisation terroriste et criminelle d'inspiration wahhabite/salafiste, qui a réussi à s'approprier un territoire par les armes et à en faire un sanctuaire qui attire criminels, intégristes et malades mentaux de tout poil, souhaitant exprimer leurs multiples frustrations par la violence la plus abjecte au nom d'une pseudo-idéologie qui n'est qu'une insulte à l'islam.

Daesh n'est qu'une composante du courant minoritaire ultra-radical et rétrograde de l'islam² qui est le véritable ennemi. Il puise ses références dans les écrits d'Abdel Wahhab et des Frères musulmans. Le wahhabisme a donné naissance à l'Arabie saoudite, l'un des États les plus rétrogrades de la planète ; et l'idéologie néfaste des Frères musulmans est à l'origine de presque tous les groupes terroristes islamistes apparus depuis les années 1970, jusqu'à Al-Qaïda et Daesh.

¹ Cet éditorial est publié simultanément sur les sites du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de l'Institut de veille et d'études des relations internationales et stratégiques (IVERIS, www.iveris.eu) dans le cadre du partenariat qui unit les deux centres.

² Il ne représente guère plus que 10% des croyants.

Ces extrémistes s'en prennent à tout le monde : à l'Occident bien sûr et à la France en particulier. Mais aussi aux Russes, aux Egyptiens, aux Pakistanais, aux Libanais, au Hezbollah, aux Iraniens, aux chrétiens, aux chiïtes... et aux sunnites qui n'adhèrent pas à leur conception de l'islam.

Toutefois, depuis quelques mois, Daesh souffre sous les bombardements de la coalition occidentale, des forces russes en Syrie et des assauts des Kurdes en Irak. Se trouvant menacé dans son sanctuaire, le groupe terroriste a décidé d'exporter le combat, comme l'illustrent les attentats récents au-dessus du Sinaï, à Beyrouth et à Paris. C'est malheureusement un classique qu'un groupe terroriste sous pression lance des opérations spectaculaires pour montrer qu'il conserve une forte capacité de nuisance et afin de rassurer ses partisans et ses sponsors. C'est pourquoi nous devons nous attendre à d'autres attentats car Daesh dispose de combattants déterminés à passer à l'action¹.

Par ailleurs, si Daesh parvient à maintenir son emprise sur l'Irak du Nord et l'Est de la Syrie, c'est parce qu'il bénéficie de nombreux soutiens, directs ou indirects, d'Etats qui partagent ou prônent ce même radicalisme religieux : l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, trois alliés majeurs de l'Occident, des Etats-Unis et de la France.

- **L'Arabie saoudite** est un royaume médiéval et intégriste dont les dirigeants laissent la majorité du peuple dans l'ignorance, avec pour toute éducation une lecture très orientée du Coran. Mais, Ryad dispose d'un pouvoir d'influence et de nuisance considérable grâce à l'argent du pétrole et s'en sert pour jouer au pyromane, en exportant le wahhabisme, qui est à l'origine du rejet dont souffrent de nombreux musulmans partout dans le monde. Il convient de rappeler que c'est grâce à l'appui de l'Arabie saoudite – puis à celui du Qatar – que depuis les années 1980 le terrorisme islamiste s'est répandu dans de très nombreux pays. C'est pourquoi Jamais Ryad n'a cherché à lutter contre Daesh. En revanche, le royaume a mobilisé ses forces et fait appel à ses alliés pour conduire une guerre d'agression au Yémen².

- **Le Qatar** n'est qu'un micro-Etat, insignifiant, sans passé et sans avenir, dont les souverains successifs ont pour seule qualité d'être nés propriétaires de ressources considérables d'hydrocarbures dont ils tirent des revenus énormes. Ce « pays » artificiel compte deux millions d'habitants, dont à peine plus de 10% ont des Qataris.

- **La Turquie**, quant à elle, est un grand Etat, héritière de l'Empire ottoman et membre de l'OTAN. Mais ce pays s'est profondément réislamisé depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, membre du bureau international des Frères musulmans, qui s'acharne à gommer toute trace de l'oeuvre de modernisation et de laïcisation du pays conduite par Mustapha Kemal. La Turquie se trouve donc impliquée, en partie au corps défendant de ses élites et d'une part de sa population, dans les rêves de grandeur islamiste de son leader qui se voit comme le nouveau sultan ottoman.

Ryad, Doha et à un moindre degré Ankara sont sans aucune ambiguïté les inspirateurs et les soutiens des mouvements islamistes radicaux et terroristes actuels. Vouloir apporter une solution au problème sans dénoncer le rôle essentiel que jouent ces Etats est absolument vain. Ils continuent d'ailleurs de financer et d'armer les

¹ Environ 25 000 hommes venus de plus de 100 pays, dont 6 000 Européens, ont rejoint Daesh.

² La communauté internationale ferme les yeux sur l'intervention saoudienne au Yémen. Aucun média n'évoque la déroute de l'armée de Ryad, ni les nombreuses victimes civiles collatérales.

"rebelles" en Syrie, renforçant la capacité d'action des groupes djihadistes qui connaissent de sérieux problèmes depuis le début de l'intervention russe. C'est une fuite en avant irresponsable de la part de ces trois pays qui voient leur stratégie contrée par l'entrée en jeu de Moscou. Bachar El-Assad ne tombera pas et ils ne le supportent pas.

Ces Etats ont par ailleurs un autre point commun important : ce sont des alliés indéfectibles des Etats-Unis avec lesquels ils coordonnent le plus souvent leur stratégie régionale. Or, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le jeu des Américains ne cesse d'être ambigu. Washington a désigné comme fauteurs de troubles l'Irak, l'Iran et plus récemment la Syrie, alors que Ben Laden et la majorité des terroristes du 9/11 étaient saoudiens. Puis, à l'occasion des pseudo « révolutions arabes » de 2011, les Etats-Unis ont soutenu, partout dans le monde arabe, les Frères musulmans, afin de les installer au pouvoir. Cette politique a initialement connu le succès en Tunisie et en Egypte – avant que la population ne désavoue ou ne renverse les gouvernements de la Confrérie, mais elle n'a pas fonctionné en Syrie. Cela n'est donc pas un déni de réalité mais une véritable stratégie d'alliance objective et machiavélique avec l'islam le plus radical qui soit. Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller pour la Sécurité nationale de Jimmy Carter déclarait encore récemment, à propos de Jabat Al-Nosrah, la branche d'Al-Qaida en Syrie : « *si les Russes continuent à bombarder nos gars, il faut qu'Obama riposte* » !

Paradoxalement, cette stratégie n'est dénoncée que par Donald Trump, candidat aux primaires du Parti républicain : « *Si vous regardez la Libye, regardez ce que nous y avons fait, c'est le désordre. Si vous regardez Saddam Hussein avec l'Irak et ce que nous avons fait là-bas... C'est le désordre. Et ce sera la même chose en Syrie* ».

Sans l'invasion catastrophique américaine en Irak et le soutien ou la passivité bienveillante de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie, Daesh ne serait plus. Mais, tant que ce groupe bénéficiera de tels sponsors, il continuera d'exister. D'autant qu'il faut bien dire que la très faible combativité de l'armée irakienne ne permet pas d'espérer des opérations militaires d'envergure au sol, à court terme.

L'absurde position de la France

La politique adoptée par le président Hollande envers la Syrie a clairement accru la menace terroriste. Les centaines de jeunes français qui se sont laissé séduire par l'islam radical et sont partis combattre ont été indirectement encouragés à le faire grâce au battage médiatique délirant contre « Bachar, le boucher qui massacre son peuple ».

Nos services, bien que parfaitement conscients des réalités du terrain et des menaces, ont obéi à un gouvernement sous influence du Qatar et de l'Arabie saoudite. Ils ont entraîné et ravitaillé des combattants d'Al-Nosrah et de l'ASL et ont dû se résigner à ignorer les faits qu'ils observaient pour ne dire à nos autorités que les « vérités » qu'elles voulaient entendre. Aussi, sous le double effet de la rupture des relations avec les services syriens et des consignes de collaboration avec les Etats wahhabites/salafistes, le renforcement des moyens du renseignement depuis 2008 ne pouvait guère porter ses fruits, puisqu'il était demandé aux services d'agir dans la mauvaise direction.

Les « démocrates » que soutient notre pays sont d'ailleurs d'un genre nouveau. A l'image de Lamia Nahas, membre de la Coalition nationale de l'opposition syrienne - soutenue par la France, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et le Royaume Uni – qui a récemment publié un post édifiant sur sa page Facebook : « *Chaque fois que les*

minorités déploient leur morgue à l'égard de la Syrie, ma conviction s'affirme davantage sur la nécessité de dresser un bûcher pour les carboniser tous. Je regrette Hitler qui a brûlé les Juifs de son temps ainsi que le sultan ottoman Abdel Hamid qui a exterminé les Arméniens de même que le héros des Arabes, Saddam Hussein, qui s'est comporté en homme à une époque où il n'en existait plus et dont il n'existera plus jamais après lui. »¹. Que dire de plus !

Les attentats du 13 novembre à Paris montrent que, malgré notre soutien irresponsable à l'opposition djihadiste de Bachar El-Assad et notre silence sur la guerre d'agression de l'Arabie saoudite au Yémen, les terroristes ont tout de même frappé la France. C'est l'illustration horrible mais parfaite des errements complets de notre politique étrangère : notre alignement sur les pétromonarchies islamistes ne nous a même pas protégé des attentats. Pourtant, paradoxalement, nous n'avons conduit que des frappes aériennes symboliques contre les installations de Daesh en Syrie et en Irak.

Par ailleurs, nous nous berçons d'illusion quant à l'importance des investissements et des contrats des pays du Golfe pour notre économie. Comme l'a récemment démontré Loik Le Floch-Prigent, il convient « *d'en finir une fois pour toutes avec ces mirages rapportés du désert* »² qui amènent nos dirigeants à se prosterner à Ryad et à Doha. Au demeurant, cette « alliance » permet à nos « partenaires » de financer librement l'islam radical dans nos banlieues.

Quelle riposte ?

S'il ne fait aucun doute que nous ne devons ni légitimer ni apporter notre soutien à des dictatures ou des régimes autoritaires, opprimant leur population, il nous revient toutefois de ne pas provoquer leur remplacement par des régimes pire encore... Or, c'est ce que nous faisons depuis l'intervention en Libye ! Ainsi que l'a déclaré Jean-Pierre Chevènement sur public Sénat : « *Je pense que Saddam Hussein, sur lequel nous aurions pu exercer une influence, a coûté peut-être 10 000 fois moins de victimes que les deux guerres qui ont été faites (...) l'ensemble aboutissant à la destruction de l'Etat irakien et à une guerre interconfessionnelle qui n'est pas terminée* ». Entre deux maux, choisissons le moindre. Il est en effet toujours possible d'influer, même modérément, sur un régime, à la différence d'un groupe terroriste.

En réaction aux attentats, l'état d'urgence vient d'être décrété. C'est une bonne mesure. Toutefois, si elle donne des pouvoirs élargis aux forces de l'ordre, fort utiles pour démanteler des filières terroristes, cette décision leur impose aussi de nouvelles contraintes, alors même que policiers et gendarmes sont déjà débordés depuis de longs mois et ne peuvent répondre à toutes les missions. La lutte antiterroriste – et les tâches bureaucratiques l'accompagnant – sera la priorité et les effectifs affectés à la lutte contre le crime ou la délinquance devront abandonner leurs missions.

Concernant la riposte militaire à ces attaques, la menace des frappes aériennes n'a qu'une valeur symbolique – à l'image du bombardement de Raqqa –, car avec seulement une dizaine d'appareils engagés au-dessus de l'Irak et de la Syrie, notre force aérienne dispose de capacités d'action extrêmement réduites. Comme le fait remarquer

¹ Haytham Manna « Le radicalisme religieux au Moyen-Orient : De l'interprétation confessionnelle de l'Histoire, de la réalité et de la vie », *Madaniya.info*, 1^{er} novembre 2015

<http://www.madaniya.info/2015/11/01/le-radicalisme-religieux-au-moyen-orient/>

² Loik Le Floch-Prigent, « L'Arabie Saoudite : le mirage des contrats pour sauver l'industrie française », *Tribune libre*, IVERIS, 29 octobre 2015 (http://www.iveris.eu/list/tribunes_libres/93-arabie_saoudite_le_mirage_des_contrats_pour_sauver_lindustrie_francaise_).

très justement Jean-Marc Tanguy¹, les discours belliqueux risquent de buter assez vite sur la réalité : nos armées ne disposent que d'effectifs limités en raison de leur implication au Sahel et dans les rues de France, mais surtout parce que depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs n'ont cessé de réduire les budgets de Défense.

Les mesures grotesques proposées par les représentants de l'opposition (bracelets électroniques, appels irréalistes à une intervention sur le terrain contre Daesh, etc.) relèvent, pour leur part, d'une méconnaissance profonde des vrais problèmes, dans un climat d'hystérie collective. Rappelons qu'ils sont autant responsables que l'actuel gouvernement de la situation dans laquelle nous sommes.

Surtout, aucun de nos dirigeants politiques, de droite comme de gauche, n'a explicitement dénoncé la responsabilité des Etats étrangers sponsors du terrorisme. Nous sommes donc dans un déni total de réalité. C'est pourquoi, les mesures prises pour faire face à la menace seront nécessairement inappropriées.

Les mesures qui s'imposent

- **Reconsidérer notre politique étrangère** et désigner clairement l'ennemi extérieur et ses soutiens. Nos choix internationaux ne cessent d'être erronés depuis notre retour dans l'OTAN. Nous en mesurons pleinement l'inefficacité. La France ne peut être ni l'auxiliaire des Etats-Unis, ni s'aligner sur les positions de l'Arabie saoudite et du Qatar. Une remise en cause de nos relations diplomatiques avec ces Etats est indispensable. Sans un changement majeur de notre politique étrangère, sans une distanciation nette vis-à-vis d'une politique américaine irresponsable et qui ne sert que ses seuls intérêts, il n'y aura aucune évolution possible. La situation nous impose un réalisme absolu. Dans la lutte actuelle, nos alliés objectifs sont clairement la Russie, l'Egypte, voire l'Iran et la Syrie, car nous avons tous un ennemi commun.

- **Désigner clairement l'ennemi intérieur.** Ce n'est pas l'islam. Ce ne sont pas les musulmans. Ce sont les salafistes/wahhabites/Frères musulmans. Ils représentent une véritable cinquième colonne sur notre territoire, infiltrant la société française, notamment la population de confession musulmane. Nous devons les combattre avec la plus grande fermeté :

. en supprimant, fermant, interdisant toutes les mosquées, associations, centres, librairies... islamistes liées au salafisme, au wahhabisme et aux Frères musulmans ;

. en imposant l'interdiction des signes extérieurs du radicalisme en bonne intelligence avec nos compatriotes musulmans. Le niqab et la burqa sont des signes explicites d'affirmation de l'appartenance à ces mouvances fondamentalistes haineuses qui rejettent ouvertement nos valeurs. Comme l'a exprimé Tarik Oubrou, l'imam de Bordeaux, « *Quand un habit devient ostentatoire, on n'est plus dans l'éthique, car se monter pour se montrer, c'est ridicule. L'habit ne fait pas le (la) musulmane²* ».

- **Renforcer les moyens et les budgets des armées et des forces de l'ordre** qui n'ont cessé d'être réduits depuis plus de vingt ans et dégager nos armées des tâches de sécurité intérieure de l'opération *Sentinelle*. Il est par ailleurs temps de reconsidérer le

¹ Jean-Marc Tanguy, dimanche 15 novembre 2015, Une guerre ? Mais avec quoi ?
<http://lemamouth.blogspot.fr/2015/11/une-guerre-mais-avec-quoi.html>

² Tareq Oubrou, imam de Bordeaux, « Tout le Coran n'est pas à reproduire », *Le Figaro Magazine*, 13 novembre 2015, p. 54.

plan Vigipirate, sauf à inventer une dizaine de nouvelles nuances de rouge...

- **Appliquer les articles du code pénal et du code de sûreté militaire relatifs à la trahison et à l'intelligence avec l'ennemi¹**. En effet, ceux qui ont rejoint Daesh ou Al-Qaïda, ont participé à des actions armées - à l'étranger comme sur le sol national - et sont sans aucune ambiguïté des traîtres. Ils doivent donc recevoir le traitement réservé aux traîtres². Comment expliquer que l'adjudante de gendarmerie qui a aidé Coulibaly n'ait pas été accusée de trahison ? Si nous sommes en guerre - et comme elle est de surcroît militaire - elle aurait dû encourir la réclusion criminelle à perpétuité.

Toutefois, il est essentiel de garder de la mesure et de la retenue dans nos actions :

- en France, pour ne pas transformer le pays en Etat policier - à l'image des Etats-Unis et des excès du *Patriot Act* - et ne pas créer un climat de suspicion généralisée. Il est malheureusement à craindre que nos compatriotes musulmans soient traités d'apostats par les takfiris et soient victimes d'injustes amalgames de la part de Français extrémistes ou de citoyens poussés à bout par les provocations de radicaux. Ce sera là l'un des aspects les plus délicats à gérer.

- à l'étranger, en ne multipliant pas les interventions militaires, car on a vu que la *Global War on Terror* (GWOT) décrétée par les Américains n'a conduit nulle part, si ce n'est qu'à aggraver la situation.

*

Des voix s'élèvent pour dire qu'en ces instants d'horreur, l'unité nationale doit se faire. Cela est sage. Toutefois, le recueillement pour nos morts ne doit en aucun cas nous exonérer d'une introspection sur notre part de responsabilité dans ce drame, sauf à poursuivre la politique de l'autruche et à attendre passivement que d'autres attentats aient lieu. L'unité nationale affichée par les politiques n'est qu'un leurre. Elle est d'abord destinée à leur laisser le temps pour ne (presque) rien changer. Jouer les va-t-en-guerre sans nommer ceux qui sont à l'origine du phénomène djihadiste et vouloir demeurer alliés des Etats encourageant cette forme d'islam rétrograde et barbare relève de la compromission.

Eric Denécé
Novembre 2015

¹ Code de justice militaire, art. L331-2 : « *Le fait, en temps de guerre par tout Français ou tout militaire au service de la France, de porter les armes contre la France constitue un acte de trahison puni de la réclusion criminelle à perpétuité et de 750 000 euros d'amende* ».

Code pénal, De la trahison et de l'espionnage, art. 411-4 : « *Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère avec une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France, est puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir à une puissance étrangère, une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre des hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la France* ».

² Philippe-Joseph Salazar, *Paroles armées*, Lemieux éditeur, Paris, 2015, p. 70.